

RAPPORT

MORAL



Une fois de plus, ce rapport moral doit débiter sur le constat d'une nouvelle dégradation de l'état de la liberté de la presse au cours de l'année écoulée.

L'assassinat l'an dernier du journaliste Jamal Khashoggi dans des conditions atroces dans l'enceinte du Consulat de son pays, l'Arabie saoudite, à Istanbul, a eu un écho planétaire justifié, tant il montrait jusqu'où un régime était prêt à aller pour faire taire une voix critique.

L'année précédente, c'était l'assassinat à Malte de la journaliste Daphné Caruana Galizia, qui avait incarné les menaces à la liberté de la presse, jusqu'au cœur de l'Union européenne. Quelques mois plus tard, Jan Kuciak, un journaliste slovaque, était assassiné avec sa compagne. Et il y a tout juste quelques semaines, une journaliste était abattue à Belfast par un groupe armé. L'Europe ne peut pas, ne doit pas s'habituer à voir des journalistes assassinés.

Comme nous le disions l'an dernier, il y a les meurtres, et il y a les paroles, le climat d'hostilité envers les journalistes qui rendent le passage à l'acte possible, voire l'encouragent. Je pense ici à la rédaction d'Annapolis (Maryland), aux Etats-Unis, attaquée dans ses locaux par un tireur animé par la seule haine des journalistes, celle qui s'exprime au plus haut niveau de l'Etat par un président qui décrit les médias comme « l'ennemi du peuple ».

On trouvera quelque réconfort dans la réaction de la société slovaque qui a porté récemment à la présidence de la république Zuzana Kaputova, une avocate, engagée en faveur des droits humains, et dont le premier geste après sa victoire, a été d'allumer une bougie pour Jan Kuciak et sa compagne.

Cette dégradation se manifeste également chez nous, en France, où les journalistes se sont retrouvés, à la faveur du mouvement des gilets jaunes, la cible des deux côtés. En France, en 2018 et 2019, des équipes de télévision ont dû avoir recours à des gardes du corps pour pouvoir travailler dans des manifestations, une situation jusque-là réservée aux zones de guerre. Des actes hostiles insupportables issus des rangs des gilets jaunes, et une violence policière envers un nombre important de journalistes identifiés comme tels, ont été dénoncés à plusieurs reprises par RSF. L'un comme l'autre n'ont pas leur place en démocratie.

Ce climat dégradé n'épargne aucune partie du monde, je pense ici à la Turquie où les journalistes sont ciblés depuis plus de deux ans, y compris le représentant de RSF qui est menacé d'une peine d'emprisonnement, ou aux Philippines avec le harcèlement de Maria Ressa, la fondatrice du site indépendant Rappler. Ou encore la Russie qui a adopté une législation pour Internet qui l'engage sur la voie chinoise de contrôle maximal, et la Chine justement, à laquelle RSF a consacré un rapport sur l'exportation du contrôle des médias qui fera date.

Notre organisation est intervenue dans chacun de ces cas, organisant quand c'est possible la solidarité active avec les journalistes visés, ou intervenant par d'autres canaux quand c'est possible.

Ce climat dégradé n'épargne aucune partie du monde, je pense ici à la Turquie où les journalistes sont ciblés depuis plus de deux ans, y compris le représentant de RSF qui est menacé d'une peine d'emprisonnement, ou aux Philippines avec le harcèlement de Maria Ressa, la fondatrice du site indépendant Rappler. Ou encore la Russie qui a adopté une législation pour Internet qui l'engage sur la voie chinoise de contrôle maximal, et la Chine justement, à laquelle RSF a consacré un rapport sur l'exportation du contrôle des médias qui fera date.

Notre organisation est intervenue dans chacun de ces cas, organisant quand c'est possible la solidarité active avec les journalistes visés, ou intervenant par d'autres canaux quand c'est possible.

Mais RSF a aussi pris, et c'est son rôle, des initiatives qui tentent d'agir sur la dégradation politique globale. Il y a bien sûr la Journalism Trust Initiative (JTI), dont nous avons déjà parlé l'an dernier lorsque le Conseil d'administration a donné son feu vert à son lancement. JTI est passé dans une phase concrète avec les travaux d'un groupe de travail international qui devraient aboutir dans les prochains mois. Il s'agit là du front des dites « Fake news », le mot manipulations serait plus approprié. L'intérêt international suscité par cette initiative est à la mesure du problème et du fait qu'aucune réponse appropriée n'a encore été trouvée.

L'autre initiative de RSF a été de proposer une Déclaration internationale sur l'information et démocratie, rédigée par un groupe de personnalités invitées par RSF, et rendue publique lors du forum de la paix le 11 novembre 2018 à Paris, en présence de 6 chefs d'État et de gouvernement, de la directrice générale de l'Unesco et du secrétaire général du Conseil de l'Europe. Cette déclaration devrait être suivie d'un processus politique dans lequel RSF jouera un rôle non exclusif.

Dans les deux cas, RSF a été le moteur d'une démarche qui vise à stopper la dégradation générale en proposant des actes concrets, tant aux États qu'aux grandes plateformes numériques qui jouent un rôle clé dans la diffusion de l'information - et de la désinformation. Ces initiatives ont assurément accru la visibilité et la portée de l'organisation sur le plan international.

Nous devons rester conscients que la défense de la liberté de la presse et du travail des journalistes se heurte à un climat d'hostilité croissante auquel nous devons réfléchir. Cela passe aussi par une réflexion sur les raisons de cette perte de confiance à un moment de profonds changements qui nécessitent, au contraire, une information de qualité.

Tous ces chantiers ont mobilisé l'ensemble de l'équipe et le réseau de RSF de manière intense, et je tiens ici à exprimer nos remerciements pour le travail accompli et l'engagement ! Comme tout corps vivant, RSF doit veiller à l'adéquation entre les objectifs, les moyens et l'organisation. Je voudrais aussi remercier vivement le Conseil d'administration sortant pour sa participation active à la vie d'une organisation plus nécessaire que jamais à la défense d'une liberté menacée, dans un monde dangereux.

Pierre Haski - Président de RSF